

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels

QUATRIÈME COMMISSION
2^e séance
tenue le
mardi 6 octobre 1992
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 2^e SEANCE

Président : M. MELENDEZ-BARAHONA (El Salvador)

SOMMAIRE

DECLARATION DU PRESIDENT

ELECTION DU BUREAU (suite)

ORGANISATION DES TRAVAUX

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (Territoires non examinés sous d'autres points de l'ordre du jour)

POINT 98 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES DES INTERETS ETRANGERS, ECONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT OBSTACLE A L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE, ET AUX EFFORTS TENDANT A ELIMINER LE COLONIALISME, L'APARTHEID ET LA DISCRIMINATION RACIALE EN AFRIQUE AUSTRALE

POINT 100 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES

DEMANDES D'AUDITION

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.4/47/SR.2
10 décembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS
/...

La séance est ouverte à 15 h 30.

DECLARATION DU PRESIDENT

1. Le PRESIDENT souhaite la bienvenue aux nouveaux Etats qui sont devenus Membres de l'Organisation des Nations Unies au cours de l'année. Leur présence concrétise le principe de l'universalité de l'ONU, et leur participation aux délibérations de la Commission ne manquera pas de faire avancer la réalisation des objectifs de la Charte et d'aider l'Organisation à relever les graves défis auxquels elle se trouve encore confrontée dans les domaines économique, politique, social, ethnique et environnemental.

2. Depuis 1945, sous l'élan imprimé par la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et grâce aux travaux du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration, plus de 80 pays sont devenus des Etats souverains. Malheureusement, cette tendance favorable vers la décolonisation et l'édification de la nation s'est récemment accompagnée de féroces réaffirmations de nationalisme et de souveraineté et, comme le déclare le Secrétaire général dans "Agenda pour la paix" (A/47/277-S/24111), la cohésion des Etats se voit menacée par de violentes luttes ethniques, religieuses, sociales, culturelles ou linguistiques. Dans le même temps, certaines populations demeurent qui n'ont pas encore pu exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

3. L'oeuvre de décolonisation n'est donc pas terminée. L'ONU a reconnu ce fait en désignant la période 1990-2000 Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, et récemment les dirigeants du Mouvement des pays non alignés, à leur dernière Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement à Jakarta, ont fait de l'achèvement du processus de décolonisation un de leurs principaux objectifs.

4. Le climat de détente et de coopération qui prévaut dans le monde et à l'Organisation laisse espérer que l'on pourra prendre des décisions concertées pour résoudre les conflits ou désamorcer des situations qui menacent la paix et la sécurité internationales, et que les membres du Conseil de sécurité, comme ils se sont engagés à le faire lors du sommet de janvier, travailleront en coopération étroite avec d'autres Etats Membres pour accomplir les tâches anciennes et nouvelles qui incombent à l'Organisation, en particulier celles, comme la décolonisation, dont l'achèvement est mandaté par la Charte. Cette coopération internationale renouvelée devrait favoriser une relation constructive entre les puissances administrantes des territoires non autonomes et le Comité spécial, de façon que tous puissent oeuvrer à la réalisation du principe, inscrit dans la Charte, de la primauté des intérêts des territoires non autonomes.

ELECTION DU BUREAU (suite)

5. M. AL-BAKER (Qatar) propose d'élire M. Kember (Nouvelle-Zélande) à l'un des postes de vice-président.

6. M. KPOTGBEY (Togo) appuie cette proposition.

/...

7. M. Kember (Nouvelle-Zélande) est élu Vice-Président par acclamation.

ORGANISATION DES TRAVAUX (A/C.4/47/1; A/C.4/47/L.1; A/INF/47/1)

8. Le PRESIDENT appelle l'attention sur le document A/C.4/47/1, qui contient la liste des points de l'ordre du jour renvoyés à la Commission, et sur le document A/INF/47/1, qui contient une note du Secrétaire général sur le contrôle et la limitation de la documentation. La Commission est également saisie de la note du Président sur l'organisation des travaux (A/C.4/47/L.1), et celui-ci appelle une attention particulière sur les paragraphes 3, 7 et 8. Il propose en outre que la Commission commence par un débat général sur toutes les questions que l'Assemblée générale lui a renvoyées pour examen, et suive la pratique établie d'examiner le chapitre VI du rapport du Comité spécial [A/47/23 (Partie III)] en conjonction avec le point 99 de l'ordre du jour.

9. Le PRESIDENT propose à la Commission d'approuver le programme de travail provisoire énoncé dans le document A/C.4/47/L.1, sous réserve des modifications requises.

10. Il en est ainsi décidé.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (Territoires non examinés sous d'autres points de l'ordre du jour) (A/47/23 (Partie V, chap. IX, et Partie VI, chap. X), 225 et 391; A/AC.109/1097 à 1106, 1108 à 1113, 1116 à 1120, 1123 à 1125; S/23362, S/24040 et S/24464)

POINT 98 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (A/47/23 (Partie IV, chap. VIII), 120, 204, 240 et 473)

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES DES INTERETS ETRANGERS, ECONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT OBSTACLE A L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE, ET AUX EFFORTS TENDANT A ELIMINER LE COLONIALISME, L'APARTHEID ET LA DISCRIMINATION RACIALE EN AFRIQUE AUSTRALE (A/47/23 (Partie III, chap. V et VI); A/AC.109/1103 et 1104, 1110, 1113, 1117 à 1119, 1123 et 1124)

POINT 100 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (A/47/23 (Partie IV, chap. VII), A/47/281 et Add.1; A/AC.109/L.1785; E/1992/85)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL [A/47/3 (chap. I et V, sect. B)]

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (A/47/486)

11. M. SHAHEED (République arabe syrienne), Rapporteur du Comité spécial, présente les chapitres du rapport du Comité spécial de la décolonisation touchant les points 18, 98, 99 et 100 de l'ordre du jour [A/47/23 (Partie V,

chap. IX et Partie VI, chap. X; Partie IV, chap. VIII; Partie III, chap. V et VI; et Partie IV, chap. VII]].

12. Comme suite à des demandes faites par l'Assemblée générale au paragraphe 12 de sa résolution 46/71, le Comité spécial a examiné de façon très approfondie la situation qui règne dans les territoires non autonomes et d'autres questions connexes, et a adopté une série de recommandations et de propositions en la matière. En application de l'alinéa d) du paragraphe 12 de cette résolution, il a accordé une attention particulière aux petits territoires. A cet égard, M. Shaheed appelle l'attention sur les paragraphes 3, 4 et 6 du projet de résolution recommandé à l'Assemblée générale au chapitre X (par. 25) du rapport du Comité spécial [A/47/23 (Partie VI)].

13. Le Comité spécial a également examiné la question de l'envoi de missions de visite dans les territoires; ses recommandations à cet égard figurent dans la résolution présentée au chapitre IV (par. 17) du rapport [A/47/23 (Partie II)]. Le quatrième alinéa du préambule et les paragraphes 1 et 2 du dispositif sont particulièrement dignes d'intérêt.

14. En ce qui concerne la question du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, comme indiqué au chapitre X (par. 23) du rapport [A/47/23 (Partie VI)], le Comité a décidé de remettre l'examen de la question à sa session de 1993.

15. Le Rapporteur fait observer que la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, en tant que puissances administrantes, n'ont pas cette année participé aux travaux du Comité spécial touchant les territoires qu'ils administrent. Le Comité spécial espère que ces trois gouvernements reconsidéreront leur position en la matière.

16. Pour ce qui est des renseignements communiqués au Secrétaire général par les puissances administrantes en vertu de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte, M. Shaheed appelle l'attention sur le projet de résolution recommandé au chapitre VIII (par. 10) du rapport [A/47/23 (Partie IV)], en particulier le cinquième alinéa du préambule et les paragraphes 3 et 4 du dispositif.

17. La recommandation du Comité spécial touchant le point 99 de l'ordre du jour se retrouve dans le projet de résolution qui figure au chapitre V (par. 15) du rapport [A/47/23 (Partie III)], présenté en application du paragraphe 17 de la résolution 46/64 de l'Assemblée générale. Les paragraphes 4, 5, 10, 11, 12 et 16 du projet de résolution recommandé devraient retenir particulièrement l'attention.

18. Conformément à la pratique établie, et en application du paragraphe 14 de la décision 46/419 de l'Assemblée générale, le Comité spécial a également examiné la question des activités militaires des puissances coloniales et des dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration, qui pourraient entraver l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. A ce propos, il a recommandé un projet de décision qui se trouve au chapitre VI (par. 12) du rapport [A/47/23 (Partie III)]. M. Shaheed appelle l'attention en particulier sur les paragraphes 1, 2, 4 et 12 du projet de décision.

19. Le Comité spécial a continué de se pencher de près sur la question de l'assistance apportée aux peuples des territoires coloniaux par les organismes des Nations Unies. Il a en conséquence recommandé le projet de résolution contenu au chapitre VII (par. 15) du rapport [A/47/23 (Partie IV)]. Le Rapporteur appelle en particulier l'attention sur les neuvième et treizième alinéas du préambule et sur les paragraphes 7, 8, 12, 13 et 16 du dispositif.

20. Le PRESIDENT propose que la Commission prenne note de la recommandation du Comité spécial concernant le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, qui figure au chapitre 10 (par. 23) du document A/47/23 (Partie VI).

21. Il en est ainsi décidé.

DEMANDES D'AUDITION

22. Le PRESIDENT informe la Commission qu'il a reçu neuf communications contenant des demandes d'audition au titre des points 18, 38, 99 et 100 de l'ordre du jour. Il propose, conformément à la pratique courante, de faire distribuer ces communications comme documents de la Commission et de les examiner à une séance ultérieure.

23. Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 20.